

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20260409-lmc150348-AR-1-1
Date de télétransmission :	15 avril 2026
Date de réception :	15 avril 2026
Date d'affichage :	
Date de publication :	17 avril 2026



## D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

### ARRÊTÉ N° MDA/2026/0349

Portant fixation des tarifs journaliers afférents à la dépendance pour l'accueil de jour, non habilité à l'aide sociale, pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer et/ou troubles apparentés, de la ' Fondation GSF Jean Louis Noisiez' à Biot pour l'exercice 2026

*Le Président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses Ière et IIIème parties ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

**Vu** le Code de la Santé Publique ;

**Vu** la circulaire n° DGA/DSS/DHOS/2009/195 du 6 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan « Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 » ;

**Vu** la circulaire n° SG/DGOS/R4/DGCS/MC3/A3/CNSA n°2015-281 du 7 septembre 2015 relative à la mise en œuvre du plan maladies neuro-dégénératives 2014-2019 ;

**Vu** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé entre l'établissement, l'ARS et le Département des Alpes-Maritimes en date du 1<sup>er</sup> juin 2022;

**Vu** l'objectif annuel d'évolution des dépenses fixé par délibération de l'Assemblée Départementale en date du 19 décembre 2025 ;

**Vu** les éléments budgétaires transmis à l'établissement, conformes à l'objectif annuel d'évolution des dépenses ;

### ARRETE

**ARTICLE 1** : Les tarifs journaliers afférents à la dépendance de l'accueil de jour de la « Fondation GSF Jean-Louis Noisiez » à Biot sont fixés, pour l'exercice 2026, ainsi qu'il en suit :

Tarif dépendance GIR 1-2 : 24,50€

Tarif dépendance GIR 3-4 : 15,55€

Tarif dépendance GIR 5-6 : 6,60€

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux porté devant le Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes et d'un recours contentieux qui sera porté devant le tribunal administratif de Nice dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour l'intéressé ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article R 313-2 du CGCT, mis à la disposition du public sur le site internet du Département dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Général des services du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Nice, le 9 avril 2026

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur de la Maison départementale de  
l'autonomie

Sébastien MARTIN